



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 22 novembre 2012 — N° 12

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Saint-François sur le sujet suivant : *La Semaine des centres jeunesse.*
- La députée de Laporte sur le sujet suivant : *25^e anniversaire artistique, Mme Rose G. Lévesque.*
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *La 14^e édition de la Semaine de l'efficacité énergétique au Québec.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *20^e anniversaire des Tabliers en folie de Richmond.*
- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Nomination du Complexe Le Partage de La Prairie pour le prix Bernard-Hubert, édition 2012.*
- La députée de Gouin sur le sujet suivant : *Québec solidaire appuie les aspirations légitimes du peuple palestinien et presse les gouvernements québécois et canadien à travailler à une paix durable pour les peuples israélien et palestinien.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *50^e anniversaire des Braves du coin.*
- Le député de Saint-Jérôme sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine de prévention de la toxicomanie.*
- Le député de LaFontaine sur le sujet suivant : *Les 10 ans du Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairies.*
- Le député de Repentigny sur le sujet suivant : *Hommage à Guy Crépeau.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) **documents**
 - b) **rapports de commissions**
 - c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion présentée par la députée de Nelligan en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale mandate la Commission des transports et de l'environnement afin qu'elle fasse la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) ;

QU'à cette fin la commission entende dans les plus brefs délais le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs ainsi que toutes les personnes qu'elle jugera nécessaire de convoquer sans compromettre l'indépendance du BAPE ;

QUE l'exposé du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs soit d'une durée maximale de 10 minutes et que les échanges avec les membres de la commission soient d'une durée maximale de 120 minutes ;

QUE la durée maximale de l'exposé pour chacun des autres intervenants soit de 10 minutes et que les échanges avec les membres de la commission soient d'une durée maximale de 50 minutes ;

QUE la commission fasse rapport à l'Assemblée au plus tard le vendredi 7 décembre 2012 à moins que la commission n'en décide autrement;

Enfin, que cette motion devienne un ordre de l'Assemblée.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Débat sur la motion du ministre des Finances et de l'Économie proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 3
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 7 novembre 2012
Reprise du débat ajourné au nom du député de Lotbinière-Frontenac le **15 novembre 2012**
- 3) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances et de l'Économie le **14 novembre 2012**
- 4) Projet de loi n° 6
Loi concernant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi éliminant le placement syndical et visant l'amélioration du fonctionnement de l'industrie de la construction
Présenté par la ministre du Travail le **15 novembre 2012**
- 5) Projet de loi n° 7
Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Ressources naturelles le **15 novembre 2012**

- 6) Projet de loi n° 8
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **14 novembre 2012**
- 7) Projet de loi n° 9
Loi instituant le Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **15 novembre 2012**
- 8) Projet de loi n° 10
Loi permettant de relever provisoirement un élu municipal de ses fonctions
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **15 novembre 2012**
- 9) Projet de loi n° 11
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le leader du gouvernement, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **15 novembre 2012**

Étude détaillée en commission

- 10) Projet de loi n° 1
Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 1^{er} novembre 2012
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 20 novembre 2012
Principe adopté le **20 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11) Projet de loi n° 2
Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne le 6 novembre 2012
Principe adopté le **15 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 12) Projet de loi n° 4**
Loi modifiant la Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 14 novembre 2012
Principe adopté le **21 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 13) Projet de loi n° 190**
Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire les dépenses des partis politiques et la contribution maximale d'un électeur
Présenté par le député de Chauveau le **1^{er} novembre 2012**
- 14) Projet de loi n° 191**
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Mercier le **14 novembre 2012**
- 15) Projet de loi n° 192**
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Lévis le **15 novembre 2012**
- 16) Projet de loi n° 194**
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **15 novembre 2012**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

17) Projet de loi n° 200

Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe

Présenté par le député de Saint-Hyacinthe le **15 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

18) Projet de loi n° 201

Loi constituant la Mutuelle de microfinance (Québec)

Présenté par le député de Saint-Jean le **15 novembre 2012**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Étude des impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et du plan de diversification économique pour les secteurs du Centre-du-Québec et de la Mauricie (mandat confié le 13 novembre 2012).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi modifiant la Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité (mandat confié le 21 novembre 2012).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Rivière-du-Loup–Témiscouata à la ministre des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *L'avenir du Plan Nord sous un gouvernement péquiste* (avis donné le 15 novembre 2012).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 8**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (mandat confié le 21 novembre 2012).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe (mandat confié le 15 novembre 2012).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (mandat confié le 20 novembre 2012).
- **Projet de loi n° 201**, Loi constituant la Mutuelle de microfinance (Québec) (mandat confié le 15 novembre 2012).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques (mandat confié le 13 novembre 2012).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100 \$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques (mandat confié le 15 novembre 2012).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport quinquennal du Commissaire au lobbying intitulé « Proposition de modification à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying ».

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétition 26-20121101 concernant la modification des lois régissant l'adoption au Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2011-2012 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Outaouais, Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Mauricie et Centre-du-Québec, Lanaudière, Bas-Saint-Laurent, Montérégie, Chaudière-Appalaches, Estrie, Capitale-Nationale, Laval, Montréal, Laurentides, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Abitibi-Témiscamingue (déféré le 15 novembre 2012).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 2) M. Le Bouyonnec (La Prairie) – **22 novembre 2012**
Au ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur :

Le 22 novembre prochain, une réunion préparatoire importante se tiendra entre les délégués commerciaux de l'Union européenne et du Canada visant à aplanir les dernières difficultés des négociations en vue de la signature d'un Accord économique et commercial global (AECG). Cette réunion de technocrates précédera d'une semaine une réunion des ministres européens, cette dernière devant donner un aval politique à des accords négociés derrière les portes closes.

La signature du traité étant continuellement repoussée, il semble que l'entrée prochaine en négociation de l'Union européenne et des États-Unis pour un traité équivalent et qui est prévue pour le début de 2013 pose un impératif de conclusion précipitée.

Le gouvernement, lors du discours qu'il a tenu au dépôt de son budget 2013-2014, a appuyé sans réserve un accord de libre-échange avec l'Union européenne. La Coalition Avenir Québec est elle aussi favorable à la ratification d'un AECG, cependant nous sommes conscients qu'il s'agit d'un processus de négociations et que les intérêts supérieurs du Québec doivent y être fermement défendus.

Selon nos informations, les États membres de l'Union européenne auraient fixé dernièrement des exigences claires (lignes rouges) sur de nombreux enjeux concrets qui pourraient affecter les Québécoises et les Québécois.

1. Le ministre peut-il dire, à la lumière des développements des négociations, quels moyens compte-t-il prendre pour maintenir la protection que confère la gestion de l'offre à nos agriculteurs?
 - Le ministre peut-il garantir aux producteurs laitiers du Québec qu'il prendra tous les moyens en sa disposition afin qu'ils ne soient pas soumis à un Contingent à Tarif Nul tel que l'imposeraient les négociateurs européens avec leur Tarif Rate Quota (TRQ)?
2. Le ministre est-il favorable à la demande de l'Union européenne quant à l'accès complet, comme c'est le cas à l'intérieur de ses frontières, aux compagnies européennes de nos marchés publics des municipalités, des hôpitaux, des écoles et des agences publiques, ce que les négociateurs appellent communément MASH?
 - Le ministre compte-t-il prendre des mesures pour garantir que les exigences de production locale du Québec (Local Production Requirements), notamment dans le secteur des transports en commun, seront maintenues?
3. Considérant que les États membres de l'Union européenne ont eux-mêmes libéralisé de nombreux secteurs de leur économie, notamment l'énergie et les transports, quelles mesures le ministre entend-il prendre pour prévenir le changement de modèle d'affaires que pourraient se voir imposer des sociétés telles qu'Hydro-Québec suite à la signature du traité?

4. Étant donné que la règle d'origine souhaitée par les Européens est considérée comme une forme de mesure protectionniste, quels moyens le ministre compte-t-il prendre pour que les secteurs de notre économie, tels que celui du textile, ne soient pas limités par d'infimes quantités de dérogations?

– Le ministre est-il conscient que l'adoption d'un Certificat de Protection Complémentaire (*Patent Term Restoration*), tel que souhaité par les négociateurs européens, pourrait gravement affecter l'équilibre de nos dépenses publiques?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 21 novembre 2012
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social – *députée de Gouin*.

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

- b) 30 octobre 2012
Interpellation du député d'Outremont au ministre des Finances et de l'Économie sur le sujet suivant : *Les impacts des décisions du gouvernement péquiste sur les finances publiques du Québec*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi sur la création d'emploi et de richesse par le développement durable de l'activité minière – *député de Rivière-du-Loup–Témiscouata*.